

Seule l'Europe pouvait sauver Chypre

Par Jean-Dominique Giuliani.
Président
de la Fondation
Robert Schuman.



Chypre sera sauvée de la faillite par l'Europe. Ce sauvetage coûtera cher à l'île car elle a cru longtemps pouvoir profiter de la force de l'euro pour développer une économie de quasi-paradis fiscal. Mais son système bancaire démesuré, appuyé sur des impôts et des taux d'intérêt irréalistes, n'a pas résisté à la crise. Il est devenu insolvable.

Jusqu'au bout, les autorités chypriotes ont voulu préserver ce modèle, allant même jusqu'à envisager de taxer les épargnants les plus modestes.

Ce fut une erreur que les Européens, trop soucieux de préserver l'indépendance de décision d'un État souverain, ont d'abord acceptée. La taxe chypriote sur les comptes bancaires ne concernera finalement que ceux qui détiennent plus de 100 000 €. C'est la règle européenne. Elle s'applique à tous.

La dette, c'est la perte de la souveraineté. La faillite des banques, c'est l'embolie de l'économie. Seuls la zone euro et le Fonds monétaire international pouvaient sauver Chypre. Ils ont posé leurs conditions. C'est bien normal puisque le contribuable européen sera mis à contribution – 2 milliards pour la France – et qu'il n'a pas à payer pour les spécialistes fortunés de « l'optimisation fiscale », qui ont joué... et perdu.

La solidarité européenne a un prix, celui du respect des règles communes d'une économie normale, d'abord au service des citoyens. Plus l'Union européenne

s'intègre pour profiter de la force de nos économies additionnées, moins elle peut accepter que tous ne jouent pas le jeu. Elle doit mettre en place, pour l'économie et la finance, des autorités européennes dotées de pouvoir de décision, et pas seulement des règles dont l'application est laissée à la libre appréciation des gouvernements et parlements nationaux. Si tel avait été le cas, ce « raté » aurait été évité.

Quant à la rigueur des mesures nécessaires au redressement, que nul ne s'y trompe. Elle n'est imposée ni par l'Allemagne ni par l'Europe du Nord ou de prétendus technocrates, mais bien par le laxisme de ceux qui, depuis plus de vingt ans, ont creusé le puits des dettes avec les outils des déficits annuels.

La crise n'est pas due à l'Europe ; elle n'est pas due à l'euro. C'est celle d'un monde qui change, où la compétition féroce nous impose d'être plus économes. En remettant en ordre nos comptes publics, nous ne cédon à personne, nous cessons de céder à la facilité qui conduit au chômage et à la faillite. Et tous les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, n'ont d'autre choix que de désormais bien gérer.

« La faute aux technocrates ?
Non, à vingt ans de laxisme »

Des règles et des instances européennes sont ainsi les vraies garantes du retour de la croissance et de l'emploi. Elles sont les meilleures protections que peuvent espérer les épargnants. Il faut les renforcer.

En décidant d'aider Chypre pour 10 milliards, mais en lui demandant de contribuer à son sauvetage et de remettre en ordre sa finance sans pénaliser les plus modestes, l'Europe fait ce que personne n'aurait pu faire. Elle confirme qu'elle est bien le vrai filet de sécurité, qui protège ses citoyens et leurs économies d'une grave crise qui, sans elle, serait bien pire.